

- P.1 Réponse COVID-19 en régions : zoom sur l'Ouest
- P.2 Haut-Mbomou : une série d'attaques frappe la ville d'Obo
- P.3 Riposte à l'épidémie de COVID-19/Enquêtes de perception
- P.5 Plus de 21 000 cas de rougeole confirmés en RCA
- P.5 Portrait d'une ONG locale :
- P.6 Success Story
- P.8 La voix du Pangolin
- P.10 Le saviez-vous ?

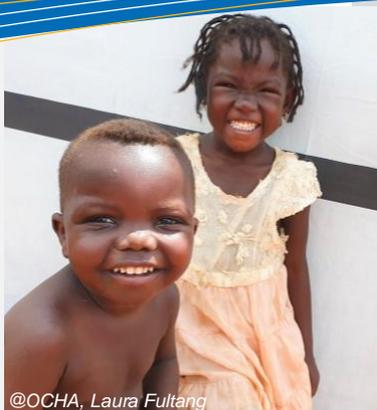
FAITS SAILLANTS

- La ville de Obo (préfecture du Haut-Mbomou) a été le théâtre de plusieurs affrontements entre les éléments d'un groupe armé (GA) et les Forces Armées Centrafricaines (FACA), les 18 et 20 mai. Plus de 5 000 personnes, dont des femmes et des enfants, ont dû trouver refuge sur le site de l'église catholique de la ville.
- 17 centres d'accueil et d'isolement dans des localités prioritaires identifiées par le Ministère de la Santé Publique (MSP) vont ouvrir leurs portes pour venir en aide aux personnes atteintes par le coronavirus.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	685 485
# de réfugiés centrafricains	608 472
Population ayant besoin d'une aide humanitaire dont 1,7 million sévère	2,6 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2,3 M
COVID-19 Au 6 juin 2020	
Nombre de cas	1634
Cas guéris	38
Décès	5

Source : Ministère de la Santé et de la Population



@OCHA, Laura Fultang

Réponse COVID-19 en régions : zoom sur l'Ouest de la Centrafrique

En RCA, le premier cas de COVID-19 a été déclaré le 14 mars 2020. Au 6 juin de l'année en cours, il est rapporté un cumul de 1634 cas dont 38 guéris et 5 décès. Bien que deux tiers des cas de coronavirus soient maintenant le résultat de transmissions locales, près de 85% des cas importés viennent du Cameroun voisin. Cette situation représente un défi particulièrement complexe pour les humanitaires et les autorités sanitaires, puisque l'axe qui relie les deux pays, le corridor Douala-Bangui, est essentiel aux échanges commerciaux de marchandises et des intrants humanitaires de la République centrafricaine, un pays totalement enclavé. Dans la zone Ouest couvrant les préfectures de la Nana Mambéré, Ouham-Pendé, Mambéré-Kadéï et Sangha-Mbaéré frontalières avec le Cameroun, le Tchad et le Congo, en dépit des défis notés dans les activités de riposte et de réponse, les humanitaires en soutien au Gouvernement mettent tout en œuvre pour contenir la propagation de la pandémie de COVID-19.

Une réponse conjointe à la frontière Ouest de la RCA

Pour se protéger contre le virus, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande l'adoption de gestes barrières comme le lavage régulier des mains. Un geste essentiel qui n'est pourtant pas à la portée de tous dans des régions où l'eau fait souvent défaut. C'est pourquoi à Cantonnier (une ville frontalière du Cameroun située à 169 km à l'Ouest de Bouar), l'Agence Nationale des Eaux et de l'Assainissement (ANEA) avec l'appui de l'UNICEF a installé sept (7) points de lavage de main et soufflé dix (10) des 19 forages à réhabiliter pour l'accès à l'eau potable au niveau des postes de contrôle et de prélèvements. L'ONG World Vision International (WVI) a, quant à elle, sensibilisé environ 155 412 personnes sur l'axe Cantonnier-Béloko-Baboua sur la prévention de la propagation de la pandémie de COVID-19 à l'aide d'une caravane motorisée réalisée le 12 mai 2020. Le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) a mis à disposition du Ministère de la Santé, le Centre de Transit de Béloko (situé à 164 km à l'Ouest de Bouar et à 5 km à l'Est de Cantonnier) pour servir de centre d'isolement. Le 10 mai, le district sanitaire de Baboua-Abba, grâce à l'appui de l'OMS a commencé la prise en charge médicale à Beloko des 21 personnes testées positives, dont un nourrisson de cinq mois. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en collaboration avec le Projet d'Appui au Retour (PARET), a pu assister 71 personnes placées en centre d'isolement avec deux rations alimentaires de 15 jours. Des vivres qui leur ont permis de rester dans le centre jusqu'à la fin de l'isolement. Enfin, l'ONG Cordaid a formé 67 agents de santé des districts sanitaire de Baboua-Abba et Bouar-Baoro sur la prise en charge clinique des cas de la COVID-19, une activité clé pour réduire la propagation de l'infection virale en milieu hospitalier.

FINANCEMENT

553.6 millions \$
requis pour le plan de réponse humanitaire en 2020

133,1 millions \$
ont déjà été mobilisés, soit 24% des fonds. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

Vers une généralisation des points de contrôle et des centres d'isolement pour la prise en charge des cas positifs à la frontière Ouest de la RCA



@OCHA/ Patrick Odilon NZANGO, Baboua, évaluation du centre de prise en charge des malades de la COVID-19

Des défis majeurs persistent dans la mise en oeuvre effective des centres d'isolement, comme ceux des postes de contrôle et de dépistage de la COVID-19. La mise en place de telles structures nécessite une réponse humanitaire multisectorielle harmonisée. C'est pourquoi deux premières missions conjointes des acteurs humanitaires et des districts sanitaires de Baboua-Abba et Bouar-Baoro ont été conduites par OCHA, les 12 et 16 mai dernier. Ces missions ont permis de faire une première évaluation des capacités des points de contrôle, de prélèvements et de centres d'isolement et de prise en charge à Bouar, Baboua, Beloko et Cantonnier. Le

plan de réponse élaboré par la communauté humanitaire va permettre d'adresser les besoins qui ne sont pas encore couverts.

Préfecture du Haut-Mbomou : Une série d'attaques frappe la ville d'Obo

Obo, située dans une zone enclavée de la région du sud-est de la Centrafrique a été le théâtre de plusieurs combats entre les éléments d'un groupe armé (GA) et les Forces Armées Centrafricaine (FACA). Alors que le premier affrontement s'est déroulé le 9 mai en zone périphérique, à Nguiringuri (un village situé à 11 km d'Obo), deux affrontements successifs ont eu lieu en pleine ville d'Obo les 18 et 20 mai derniers. Bien que les FACA aient pu repousser les assaillants avec l'aide des Forces de Sécurité Interieure (FSI) et de la Force de la MINUSCA, et qu'une accalmie précaire ait été observée depuis le 21 mai, les résidents de la ville vivent dans la crainte permanente de représailles et de nouvelles attaques. Selon des sources locales, cinq corps sans vie, dont celui d'un réfugié sud-soudanais, d'un chef de quartier, d'une femme et de ses deux enfants ont été découverts en pleine ville une fois que les armes se sont tues. Environ cinq mille personnes qui s'étaient provisoirement réfugiées à l'église catholique d'Obo présentaient des besoins urgents en vivres et en kits non alimentaires. Des mouvements pendulaires de la population de la ville vers la brousse ont également été observés.

Une situation sécuritaire précaire qui complique la tâche des humanitaires



@OCHA/Ambroise Kombo, la Coordinatrice Humanitaire s'adresse aux déplacés de l'église catholique de Obo

L'atmosphère extrêmement tendue qui a gagné la ville après les combats a obligé les acteurs humanitaires à suspendre temporairement leurs activités. Cette suspension a eu lieu dans un contexte où de multiples exactions commises par les groupes armés contre les civils ont été rapportées, et où neuf combattants du GA qui a attaqué la ville Obo ont été capturés par les FACA, alors que la présence du même GA, qui réclame la libération de ses éléments a été signalée aux alentours de la ville, laissant craindre l'imminence de violentes représailles.

Le 28 mai 2020, la Coordinatrice Humanitaire pour la République Centrafricaine, Madame Denise Brown, a effectué une mission d'évaluation de la situation humanitaire dans la ville

d'Obo. Elle était accompagnée des représentants de COOPI, d'ACTED et du chef de bureau adjoint d'OCHA. À travers des rencontres tenues avec les autorités locales, les leaders communautaires et religieux ainsi que les populations déplacées, Mme Brown a lancé un plaidoyer pour le renforcement des mécanismes de cohésion sociale et du vivre ensemble, des éléments essentiels pour garantir la paix et la stabilité de la localité.

Après une visite sur le site des déplacés autour de l'église catholique de Obo, la Coordinatrice Humanitaire a encouragé les acteurs humanitaires à tout mettre en œuvre pour apporter une assistance d'urgence aux personnes dans le besoin.

Besoins humanitaires et planification stratégique de la réponse

Entre le 20 et le 26 mai 2020 plus de 5 000 personnes, y compris des femmes et des enfants, ont convergé vers l'église catholique, fuyant les affrontements. Le manque de nourriture, d'abris et de kits de cuisine ont été identifiés comme des besoins urgents. Dès le 21 mai, le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) a distribué 110 bâches et 600 morceaux de savons aux personnes déplacées. En complément aux activités du HCR, ACTED a prévu une distribution de kits NFI qui ciblera 261 ménages. La MINUSCA a pour sa part fourni de l'eau potable, distribué un supplément de 120 morceaux de savon, et installé quelques dispositifs de lave main sur le site. L'ONG COOPI a distribué des vivres composés de farine de maïs, de riz, de haricots et d'huile végétale, une ration alimentaire suffisante pour répondre aux besoins nutritifs des déplacés pour deux mois. D'autres acteurs humanitaires se sont positionnés pour améliorer le fonctionnement de deux forages d'eau se trouvant autour du site et pour faciliter la réunification familiale des enfants non accompagnés. L'ONG ALIMA a déployé une clinique mobile afin d'assister les déplacés sur le site de l'église catholique. Du 23 mai au 2 juin, 14 enfants malnourris de moins de 5 ans ont été identifiés et pris en charge. Des cas suspects de rougeole seraient présents parmi les enfants du site et la communauté humanitaire envisage d'organiser une campagne de vaccination.



@OCHA/Ambroise Kombo, des personnes nouvellement déplacées sur le site de l'église catholique de Obo, 26 mai 2020

A l'issue de sa mission à Obo, la Coordinatrice humanitaire a promis de travailler avec les autorités locales et gouvernementales afin d'améliorer la situation sécuritaire dans la ville et sur les axes, dans l'objectif de permettre à la population locale d'accéder aux champs et de vaquer librement à ses activités.

Des enquêtes de perception pour mieux adapter la riposte à l'épidémie de COVID-19

Comprendre les besoins d'information et les perceptions des communautés : un impératif pour lutter efficacement contre la maladie à coronavirus

Comme beaucoup d'autres pays dans le monde, la République centrafricaine (RCA) est confrontée au défi majeur de la mise en œuvre de sa stratégie d'endiguement de l'épidémie de coronavirus. Pour soutenir cet effort, la communauté humanitaire a mobilisé des fonds, du matériel, des hommes et des femmes. En collaboration avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), elle a mis en place une série d'activités visant à atténuer l'impact de la maladie infectieuse sur la population. Bien que ces mesures aient contribué à limiter la propagation du virus, la communauté humanitaire souhaite accroître l'efficacité de ses programmes de lutte contre la pandémie en s'appuyant sur un mécanisme de retour d'information des communautés. Cette approche est indispensable, car la perception que la population a du virus, et des mesures pour le combattre, influe directement sur son comportement, qui à son tour joue un rôle fondamental sur les chances



@PUI, Bangui, le Consortium Santé, composé des ONGs PUI, CRF et ACF mène une activité de sensibilisation à Bangui, avec l'appui du Fonds Békou

de freiner la propagation de l'épidémie. En effet, pourquoi se laver les mains et respecter les mesures de distanciation sociale si l'on croit que le virus n'affecte pas les pays chauds ou que les acteurs cachent des informations sur l'épidémie ? Partant de ce postulat, sept acteurs humanitaires¹ ont analysé plus de 670 retours d'information, recueillis au cours du mois d'avril à travers des sessions de débriefing avec des relais communautaires, des personnels de santé ainsi que des organisations de la société civile, à travers le pays (majoritairement à Bangui). Ces données ont été classées suivant leur nature (perception, rumeur ou inquiétude ; question ; suggestion) et sous plusieurs thématiques, dont la connaissance du virus, l'accès et l'administration des soins ou encore le rôle des acteurs impliqués dans la réponse et l'impact sur la santé physique et psychologique. Ce travail a été réalisé dans le

cadre du sous-groupe « feedback et engagement communautaire » de la « Commission Communication et Mobilisation Communautaire de la Réponse Nationale COVID-19 ».

Comment respecter la distanciation sociale quand on partage ses repas dans la même assiette ?

Les données récoltées représentent une mine d'information précieuse pour la communauté humanitaire. Elles mettent en effet à nu des problèmes très concrets auxquels la population centrafricaine se trouve confrontée quotidiennement depuis le début de la pandémie, tout en suggérant des pistes pour les prendre en compte dans la conception des activités humanitaires. On constate que les personnes sondées ont intégré l'importance des mesures barrières dans la lutte contre la propagation du virus, mais elles pointent du doigt un certain nombre d'obstacles et d'insuffisances dans leur application. Elles regrettent d'abord un manque de moyens matériels (notamment de masques, gants, et points d'eau) pour lutter plus efficacement contre le virus, à l'instar de cet habitant de Bozoum (Ouham-Pendé) dont la communauté « s'inquiète de l'insuffisance de l'eau dans la localité pour permettre de prévenir les risques de contamination ». Une autre personne interrogée à Bangui dénonce pour sa part les « prix exorbitants des produits de lavage de main sur le marché », relayant une préoccupation plus large de la population qui regrette l'absence de mesures palliatives pour réduire l'impact financier généré par l'interruption de certains services et la hausse des prix des produits depuis le début de la crise. Les sondés ont fait part de la nécessité d'inclure davantage la population dans la lutte contre la pandémie, notamment à travers les chefs de quartiers, de villages, les mairies, les associations de jeunes et les mères de famille. Un commentaire qui illustre aussi l'impact que la lutte contre la propagation de l'épidémie dans le pays a sur le sentiment de bien-être de la population, pour qui l'importance des interactions sociales dans la société joue un rôle essentiel dans la santé mentale, sociale et physique de chacun.

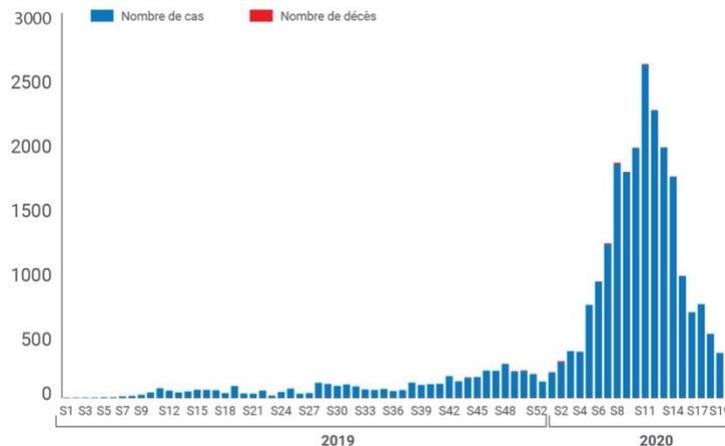
D'autres enquêtes de perception pour renforcer la redevabilité des acteurs humanitaires

La communauté humanitaire compte bien tirer profit de ces témoignages pour autoévaluer ses programmes de sensibilisation et de lutte contre l'infection virale. Elle ne compte cependant pas s'en tenir à cette première expérience et souhaite réaliser d'autres enquêtes de perception pour affiner davantage l'analyse et la réponse. Dans le cadre de leur collaboration avec UNICEF, l'ONG « Ground Truth Solutions » va par exemple mener des enquêtes de perception par téléphone avec des informateurs clé et des individus afin de mieux comprendre comment les personnes vivent la situation, leur perception de la réponse à l'épidémie et comment leurs besoins évoluent. L'ONG REACH va quant à elle produire une analyse sur la redevabilité dans le contexte du coronavirus, avec un focus sur Bangui et ses alentours. Ces enquêtes contribueront au renforcement de la transparence

¹ Action Contre la Faim, Bioforce, Médecins Sans Frontières, OCHA, OXFAM, Première Urgence Internationale et REACH

et de la redevabilité des acteurs humanitaires envers les personnes affectées par la pandémie. Elles permettront d'adapter les messages de sensibilisation et la communication pour combattre les rumeurs et répondre aux besoins d'information des populations. Elles feront aussi l'objet de plaidoyers auprès des décideurs et partenaires sur certains enjeux clés, afin de fixer des orientations claires dans la lutte contre l'infection virale.

Plus de 21 000 cas confirmés de rougeole au cours des cinq derniers mois en Centrafrique



@OCHA/IM, évolution du nombre de cas de rougeole en Centrafrique depuis le début de l'épidémie. Source MSPP

L'épidémie de rougeole, déclarée le 24 janvier 2020, semble poursuivre son déclin en République centrafricaine (RCA). De la semaine 1 à la semaine 20 de l'année 2020, 21 784 cas ont cependant été notifiés, avec 91 décès. Il y a eu une réduction continue du nombre de cas signalés au cours des dernières semaines depuis la première phase de la campagne de vaccination contre la rougeole. Cette campagne a eu lieu du 14

au 18 mars 2020, dans 10 districts sanitaires les plus touchés par l'épidémie : Bégoa, Bimbo et Bossembélé, Baboua-Abba, Nanga-boguila, Haute-Kotto, Ouango – Gambo et Bangui I, II et III. Avec le soutien de Médecins Sans Frontières (MSF), la campagne de vaccination contre la rougeole est en cours dans deux districts sanitaires : Bangassou et Carnot – Gadzi. La deuxième phase de la campagne est planifiée pour juillet 2020 dans les districts non couverts par la campagne. A ce jour, 638 000 doses de vaccins ont été livrées en RCA et plus de 1,7 millions de doses de vaccins supplémentaires sont en attente de livraison pour le lancement de la deuxième phase.

La flambée de rougeole en République centrafricaine s'est produite dans le contexte d'une accumulation d'individus sensibles à la suite d'une couverture vaccinale insuffisante qui n'a touché que 75% de la population ciblée entre 2015 et 2019. Bien que la trajectoire de l'épidémie soit en déclin, la coordination de la réponse a été perturbée suite à la nécessité de renforcement de la surveillance de la pandémie de COVID-19. De plus, l'acquisition du vaccin nécessaire pour lancer la prochaine phase de la campagne de vaccination est retardée par la suspension de la plupart des vols internationaux. Étant donné la réduction des cas de rougeole comme résultat de la première phase de la campagne de vaccination, il est crucial que les autorités nationales et les partenaires trouvent des moyens de surmonter les obstacles à l'achat des doses de vaccin supplémentaires nécessaires pour mieux tirer parti du déclin acquis grâce à cette première phase de la campagne. L'objectif de la communauté humanitaire est de faire en sorte que la réponse à l'épidémie de COVID-19 soit complémentaire aux réponses nécessaires à d'autres foyers de maladies infectieuses, sans perturber les efforts déployés pour y mettre un terme.

Encourager les activités scolaires à travers des campagnes de sensibilisation à Batangafo

La sous-préfecture de Batangafo, n'a pas été épargnée par les cycles de violence que connaît la République centrafricaine. A ce jour, on compte plus de 30 563 (selon les données de l'ONG Intersos du mois d'avril 2020) personnes déplacées internes (PDI) vivant sur six sites dans cette région. L'insécurité ambiante n'est pas sans conséquences sur la sous-préfecture qui souffre d'une faiblesse des infrastructures scolaires et sanitaires,

d'une déscolarisation des filles et de l'enrôlement d'enfants dans les forces et groupes armés. L'ONG Association pour le Développement de l'Enfance et de la Famille (ADEF), apporte son aide à ces personnes vulnérables en organisant des séances de sensibilisation à l'endroit des parents et en appuyant des activités d'assainissement.



@ONG ADEF, Batangafo Préfecture de l'Ouham, RCA. Photo de famille après le nettoyage de l'école sous préfectoral le 20 Octobre 2020.

En février 2020, ADEF, a organisé une campagne de sensibilisation de masse sur le site des PDI de Bagga sur le droit à l'éducation et la scolarisation des filles. Au total 296 personnes ont été sensibilisées. Bien que les acteurs humanitaires présents dans cette région aient appuyé la reprise des activités scolaires, plusieurs parents hésitent encore à envoyer leurs enfants à l'école à cause de la situation sécuritaire encore volatile. En parallèle à ses activités de sensibilisation auprès des parents, ADEF organise des journées dédiées au nettoyage des écoles. Elle l'a fait notamment à l'école sous-préfectorale en prélude à la rentrée des classes 2019-2020. Cela a permis la reprise des activités scolaires pour 708 élèves (dont 309 filles) ont dans un environnement sain. Après le nettoyage des lieux, les membres de l'ONG ADEF ont organisé, le 27 octobre 2019 une campagne de sensibilisation en porte-à-porte sur le site Zibo-Bagga, sur la thématique du « droit à l'éducation ». Cette activité visait non seulement à informer les parents sur les bienfaits de la scolarisation des enfants, et en particulier celle des filles, mais aussi à mieux comprendre les causes du faible taux de scolarisation des enfants à Batangafo. Au total, 145 ménages soit 1 170 personnes ont été informées. Après cette activité, 1 156 élèves ont repris le chemin à l'école Bagga1 dont 119 filles et 137 garçons du site Zibo-Bagga soit un effectif total de 256 élèves.

En marge des activités de sensibilisation sur la scolarisation, l'ONG ADEF s'engage dans la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). En octobre, une rencontre a réuni 20 filles venues des différents établissements de Batangafo sur le thème de « l'agression sexuelle et de ses conséquences ». L'ONG ne se contente pas seulement d'enregistrer les cas de violences basées sur le genre mais les réfère également au centre d'écoute dédié pour une prise en charge adéquate. Depuis le mois de mai 2019, huit cas ont été enregistrés et quatre ont été référés au centre d'écoute de l'ONG Conseil Danois pour les réfugiés (DRC) pour la prise en charge psychosociale.

L'Association pour le Développement de l'Enfance et de la Famille (ADEF), est une organisation locale créée le 3 août 2019 à Batangafo. Elle intervient dans le domaine de la protection et la protection de l'enfance, dans l'éducation et la formation, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Le siège provisoire de l'ONG ADEF se trouve au quartier Zibo-Bagga à Batangafo.

Vous pouvez contacter l'ONG ADEF par Email : adefrca2019@gmail.com, et par téléphone : + 236 75 36 72 06

Success Story : ACF lutte contre la crise nutritionnelle qui sévit en Basse-Kotto

Le manque de services de santé à l'origine des cas de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS)

La République centrafricaine est confrontée à une crise humanitaire aigüe qui ne cesse de se détériorer depuis 2017. De grandes zones géographiques ont été affectées par des éruptions de violence ainsi que des combats entre groupes armés attisés par de fortes

tensions communautaires. La préfecture de la Basse-Kotto, qui fait partie des régions les plus affectées par ces violences fait face à une crise nutritionnelle dont la cause principale est le faible accès aux services de santé. La malnutrition est la cause de près de la moitié des décès des enfants de moins de 5 ans et moins de 20% des enfants souffrant de la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) ont accès à un traitement adéquat. En 2020, 1,3 million d'enfants ont besoin d'une assistance nutritionnelle curative et préventive.

Les enfants de Madame Kouzou Balet guéris suite à une clinique mobile mise en place par Action Contre la Faim (ACF)



@ACF/Morgand Selebondo, Pouloubou, Préfecture de Basse-Kotto, Mme Kouzou Balet et l'un de ses fils lors d'un test appétit nutrition-santé organisé par ACF

Madame Kouzou Balet habite dans le village de Pouloubou, à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Alindao. Elle est mère de deux enfants âgés respectivement de 48 et 18 mois. Ces derniers souffraient de deux types de malnutrition différents dont la sévérité était telle qu'ils ne pouvaient plus marcher. Sur les conseils du voisinage qui attribuait cette situation à la sorcellerie, Madame Kouzou Balet avait pris l'habitude de se rendre chez les tradipraticiens. Malheureusement, ces consultations n'étaient pas suivies d'une amélioration notable de leur état de santé qui se dégradait au jour le jour. L'ainé avait le corps qui gonflait tandis que son cadet maigrissait continuellement de manière inquiétante. Madame Kouzou Balet était particulièrement découragée car dans son village, la communauté persistait à considérer ses enfants comme des sorciers, des envoutés,

après plusieurs mois de maladie.

Quand Action Contre la Faim est finalement arrivée dans le village, Madame Kouzou Balet est allée à la consultation offerte par les cliniques mobiles avec ses deux enfants. Le dépistage a révélé que ses enfants souffraient de malnutrition. C'était la première fois que Madame Kouzou Balet entendait parler de cette maladie. Son enfant de 18 mois a suivi un traitement pendant 7 semaines et celui de 48 mois a suivi un traitement de 6 semaines. « C'était vraiment un miracle pour moi car j'ai constaté que mon enfant de 48 mois qui gonflait partout était devenu très beau, et celui de 18 mois qui avait beaucoup maigri a commencé à reprendre du poids » témoigne la jeune maman. Les résultats ne se sont pas fait attendre : l'enfant de 48 mois a commencé à marcher à la sixième semaine, suivi deux jours plus tard par son cadet qui se dressait pour la première fois sur ses jambes. Dans l'église que Madame Kouzou Balet fréquente, ses deux enfants sont devenus un grand sujet de discussion pour les autres mamans. Grâce au témoignage de Madame Kouzou Balet et à la guérison de ses deux enfants, les membres de la communauté ont progressivement reconnu la qualité des activités menées par Action Contre la Faim et ne manquent pas de consulter l'ONG lorsqu'une de ses caravanes passe dans leur village.

ACF appuie la prise en charge des cas de MAS sur les axes d'Alindao et sur les axes et à l'hôpital du District d'Alindao-Mingala

Après de violents affrontements survenus en novembre 2018, l'assistance humanitaire auprès des ménages les plus vulnérables a considérablement diminué dans la zone d'Alindao. En 2019, avec l'appui du Fonds Humanitaire, Action contre la Faim a été parmi les premières ONG à revenir dans la zone pour y apporter une assistance dans le domaine de la santé et de la nutrition, avec de multiples activités, dont la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère et modérée, la prise en charge de la maladie de l'enfant et la consultation prénatale et post natale. L'ONG Action Contre la Faim (ACF), seul acteur disposant actuellement de cliniques mobiles santé-nutrition dans le District sanitaire d'Alindao-Mingala, travaille actuellement dans 14 sites à Alindao ville et sur les axes Datoko, Kongbo et Mingala. Depuis le début de son intervention les taux de MAS ont drastiquement chuté dans les villages ciblés. À l'échelle District Sanitaire d'Alindao - Mingala, une chute des cas de MAS de 72% a été observée entre janvier et décembre 2019 sur les sites d'intervention d'ACF.

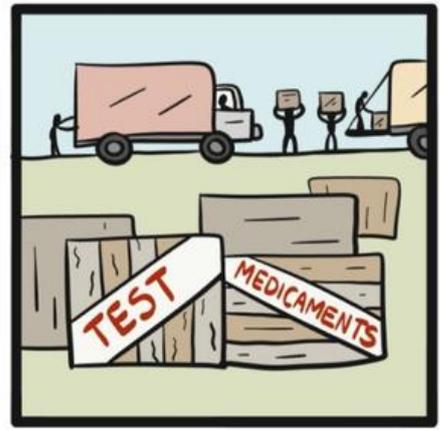
La voix du Pangolin*



Protection et dignité humaine (VBG, enfants, unité familiale, personnes âgées et handicapées)



Redevabilité et prise en compte des plaintes et feedback



Logistique (acheminement, transport, sécurisation et gestion des intrants)



Prise en compte des **facteurs aggravants** (VIH, malnutrition, maladies chroniques, handicap)



Référencement des cas grave vers les centres de prise en charge dédiés



Coordination intersectorielle

CORONAVIRUS

A ndo koua so ayéké bando na ndo ti a zo nga na ndo koua ti ziango a zo ndé a zi yanga da ti ala polélé ti mou maboko na a zo so a yéké na kobéla ti coronavirus.

Des centres d'accueil et d'isolement ouvrent leurs portes pour venir en aide aux personnes atteintes par le coronavirus

17 localités prioritaires ont été identifiées par le Ministère de la Santé Publique (MSP) pour accueillir des unités d'isolement et lutter contre la propagation de la pandémie de COVID-19. 11 localités se trouvent à l'ouest du pays (Berberati, Bossangoa, Bossembele, Bossemptele, Bouar, Baboua, Kounde, Beloko, Nguiabouar, Gamboula, Paoua) ainsi qu'à Bimbo, Bria, Bambari, Ippy, Obo et Bambouti. Sept unités d'isolement temporaires seront installées aux alentours de Bangui. Chacune de ces unités devra permettre un diagnostic initial, le prélèvement des personnes suspectes ainsi que leur isolement en attendant les résultats et le transfert éventuel vers une structure de prise en charge, s'il se révèle positif.

@OCHA/RCA, Mattia Villa

* Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.

En bref

Plus d'humanitaires blessés au mois de mai et du personnel victime d'un enlèvement près de Batangafo

Au cours du mois de mai, 31 incidents affectant directement le personnel ou les biens des humanitaires ont été rapportés alors que 23 l'ont été en mai 2019. La situation demeure tendue dans plusieurs zones comme Batangafo, Birao, Bria, Ndélé, et Obo. Cela a entraîné des restrictions de mouvement des organisations humanitaires et des suspensions temporaires des activités. Les populations civiles sont les premières victimes des tensions et violences dans le pays dont le contexte est l'un des plus dangereux au monde pour les travailleurs humanitaires. À Ndélé, les braquages à répétition des concessions d'organisations humanitaires se sont poursuivis pendant la première partie du mois. Un enlèvement d'une équipe humanitaire sur l'axe Batangafo-Kabo s'est conclu à la fin du mois après 6 jours. Le mois de mai a aussi été marqué par une hausse du nombre des humanitaires blessés (6) alors que seulement 8 avait été recensés au cours du premier quadrimestre de l'année.

COVID-19 : Les Nations Unies lancent une plate-forme contre la désinformation, basée sur la science et la solidarité

SHAREVERIFIED.COM

La nécessité de disposer d'informations exactes et vérifiées n'a jamais été aussi vitale



“Verified”, une plate-forme en ligne qui vise à fournir des contenus fiables : des informations qui peuvent sauver des vies, des conseils basés sur des faits et des exemples de ce que l'humanité peut faire de mieux. Dans cette crise, le partage d'informations fiables et vérifiées contribuera à protéger tout le monde, alors que la désinformation peut mettre des vies en danger. Si vous voulez avoir la certitude de partager des contenus réellement utiles sur la pandémie de COVID-19, inscrivez-vous pour recevoir du contenu validé par la plate-forme sur <https://www.shareverified.com/fr>

Alors que le Coronavirus bouleverse notre quotidien, le monde entier cherche des informations sur la façon de se protéger, de garder espoir et de s'entraider. Pour contenir le virus et en limiter ses conséquences, il est indispensable que chacun ait accès à des informations précises et fiables. C'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies a lancé

Le saviez-vous ?

La situation humanitaire en République centrafricaine (RCA) demeure grave et complexe. Plus de la moitié de la population a besoin d'une assistance humanitaire et de protection. 1 Centrafricain sur 4 a dû quitter son foyer. La RCA reste l'un des pays les plus dangereux au monde pour les humanitaires. Depuis le début de l'année, 152 incidents ont affecté le personnel humanitaire, soit près d'un incident par jour, avec deux humanitaires tués et 14 autres blessés. Malgré cet environnement opérationnel difficile, une assistance humanitaire d'urgence a été fournie à environ 762 000 personnes dans au moins un secteur d'intervention.

Pour plus d'information, veuillez consulter les liens ci-dessous :

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha_car_dashboard_trim12020_fr.pdf

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha_car_snapshot_incidents_2020_may_fr.pdf

CHIFFRES CLÉS

PERSONNES AFFECTÉES



2,6 M
Personnes
dans le besoin



1,9 M
Personnes
ciblées²



762K
Personnes
atteintes³

395 K
Femme

367 K
Homme

0-18 ans

19-59 ans

>=60 ans

383 K

344 K

35 K

INCIDENTS AYANT TOUCHÉ LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES

INCIDENTS



152

jan-mai 2020

MORTS



2

BLESSÉS



14

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Rosaria Bruno, Directrice adjointe du bureau, bruno1@un.org, Tel. (+236) 70 55 06 64

Fabrice Gernigon, Unité de l'Information Publique, gernigon@un.org; Tel. (+236) 70 12 35 86

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org